

# news



3106 Joseph Howe Drive  
Halifax, Nova Scotia B3L 4L7  
www.nstu.ca • pr@nstu.ca  
Tel 902.477.5621  
Fax 902.477.3517

N O V A S C O T I A T E A C H E R S U N I O N

---

Date : 12 février 2018

Pour publication : Immédiatement

Personne-  
ressource : Angela Murray

---

## **Article d'opinion : Le système d'éducation publique a besoin d'unité, pas de division et de distraction**

L'an dernier, des milliers de parents, d'enseignants et d'élèves sont descendus à l'Assemblée législative provinciale pour dénoncer la détérioration des conditions d'enseignement dans nos écoles.

Notre système d'éducation a été déchiré en raison de la négligence de ce gouvernement. Les classes sont surpeuplées, les élèves ayant des besoins particuliers ne peuvent pas obtenir le soutien qu'ils méritent, et les enseignants sont surchargés de travail et fatigués.

Malgré tout, le rendement de nos élèves se classe parmi les cinq premiers au Canada, ce qui témoigne de la capacité du personnel enseignant et des directions d'école de travailler ensemble pour surmonter les niveaux très bas de financement par élève.

Malheureusement, au lieu de s'attaquer aux véritables problèmes auxquels font face les élèves, le gouvernement McNeil a décidé de mettre en œuvre le rapport Glaze, un plan qui ne fera qu'aggraver les difficultés de notre système.

Bien que le ministre de l'Éducation Zach Churchill ait des arguments éloquentes, tout porte à croire que ce plan ne fera qu'engendrer des bouleversements.

Au lieu que les enseignants et les directeurs d'école travaillent ensemble pour les élèves, le ministre Churchill veut les diviser en interdisant aux administrateurs de se syndiquer. Dans les années 1990, la Colombie-Britannique et l'Ontario ont adopté une approche semblable. Cela ne s'est pas bien terminé. En Colombie-Britannique, le nombre de griefs a doublé chaque année pendant dix ans après que les directeurs d'école et les enseignants ont été divisés. Cette augmentation a forcé chaque école et district scolaire à embaucher un gestionnaire des griefs ou un délégué syndical, ce qui a épuisé des ressources essentielles. En Ontario, les griefs ont augmenté de 41 % au sein de la Ontario English Catholic Teachers' Association à la suite de ce changement. Il en a résulté des frais juridiques supplémentaires de 2,5 millions de dollars qui auraient pu aider les élèves. C'est pour ces raisons que les enseignants et les administrateurs font partie du même syndicat dans presque toutes les provinces du Canada. C'est également le cas en Finlande, qui est considéré par beaucoup comme la référence en matière d'éducation publique dans le monde.

-suite-

Zach Churchill veut également créer un « Collège des éducateurs », un niveau supplémentaire de bureaucratie payé par les enseignants pour s'occuper de la certification et de la discipline. Une seule autre province utilise un tel modèle; il s'agit une fois de plus de l'Ontario. La Colombie-Britannique a dissous son collège des enseignants après qu'un examen indépendant a démontré qu'il était dysfonctionnel. Cet organisme n'aidera pas les élèves. Il n'aidera pas les enseignants. C'est une solution à un problème qui n'existe pas.

Le gouvernement McNeil veut également regrouper toutes les listes d'ancienneté régionales en une seule liste provinciale. Il prétend que cela facilitera le transfert des enseignants dans toute la province. Toutefois, aucune évaluation n'a été effectuée pour déterminer quel sera le résultat sur les collectivités rurales. On ne peut s'empêcher de craindre que cela n'entraîne un nouvel exode des ressources dans les écoles à l'extérieur de la MRH.

Enfin, la province élimine les conseils scolaires anglophones et les fusionne en un seul. Contrairement aux conseils scolaires actuels, les membres ne seront pas élus par le public, mais nommés par le ministre. Une restructuration pratiquement identique a eu lieu dans notre système de soins de santé il y a un peu plus de trois ans, et nous savons à quel point cela a bien fonctionné.

Si nous voulons régler les problèmes de notre système d'éducation, nous devons travailler ensemble. La stratégie du gouvernement, qui consiste à diviser les enseignants et les parents et à détourner l'attention des véritables problèmes auxquels les élèves font face, ne fonctionne pas. Ce dont nous avons besoin, c'est de collaboration et de coopération à tous les niveaux du système d'éducation, pas seulement d'une dictature accrue des échelons supérieurs.

C'est pourquoi je vous encourage à exiger mieux pour les élèves et leurs enseignants. Laissons tomber le rapport Glaze qui ne fera qu'apporter plus de désordre dans nos écoles. Commençons à nous écouter mutuellement pour bâtir ensemble un meilleur système d'éducation.

- Liette Doucet, présidente du NSTU